

Copie a été envoyée
à Amb. Ramseyer le
18.2.93 - EB

BJO n.r. / FAI / HOE /

BRO / EB 18.2.
D. 18/2

Ankara, le 10 février 1993



CONFIDENTIEL

R.P. no 1/93 - BZ/ph

a. 721.81

La Turquie à la croisée des chemins
(rapport de fin de mission)

Les conséquences de l'effondrement de l'empire soviétique et la guerre du Golfe auront restitué à la Turquie une place et une importance sur la scène internationale que la fin de la "guerre froide" avait d'abord paru réduire. Carrefour incontournable entre l'Asie et l'Europe (coeur de "l'Eurasie" comme on le souligne volontiers à Ankara) et îlot de stabilité (relative) dans une région agitée de conflits, la Turquie a rapidement saisi les avantages qu'elle pouvait tirer d'une situation, certes non exempte de sérieux dangers mais valorisant à nouveau sa position géostratégique et lui ouvrant de nouvelles perspectives. Son gouvernement a ainsi mené, ces deux dernières années, une politique étrangère tous azimuts particulièrement active et volontariste dont on a pu se demander, parfois, si elle n'était pas empreinte de tendances néo-ottomanes, voire même impériales. Non seulement les voyages ministériels à l'étranger se sont multipliés en 1992 mais Istanbul (candidate aux prochains Jeux Olympiques d'été) et Ankara ont accueilli de nombreuses réunions internationales. Pour autant, il n'est pas évident, jusqu'ici, que cette politique ait concrètement abouti aux résultats espérés. Le fait est que le gouvernement turc ne paraît pas disposer de tous les moyens de ses ambitions et qu'il pourrait avoir surestimé ses possibilités dans un contexte régional particulièrement mouvant et incertain. Sur le plan intérieur en particulier, de graves problèmes demeurent, tant sur le plan politique que sur le plan économique et social. Or, essentiellement absorbé par les relations extérieures, le gouvernement Demirel n'a pas pu, ou su, s'attaquer avec succès à la solution de ces problèmes. Il s'en trouve handicapé, par exemple dans le rôle de "modèle" turc, démocratique et laïc, qu'il prétend notamment offrir aux nouvelles républiques d'Asie centrale. Aussi bien, jamais la fameuse devise de Kemal Atatürk "Peace at home, peace in the world" n'aura semblé aussi peu d'actualité qu'aujourd'hui. Il n'en reste pas moins que la Turquie émerge comme puissance régionale dont les actions et les options méritent d'être observées avec attention.

Relations extérieures

Turquie / Occident

Continuant de se considérer comme un avant-poste de l'Occident, la Turquie a poursuivi officiellement sa politique de rapprochement avec l'Europe et, singulièrement, avec la Communauté européenne. A l'occasion de la réunion du Conseil d'association CE/Turquie du 9 novembre 1992, l'importance et le rôle de la





CONFIDENTIEL

page 2

Turquie au profit de l'Europe ont été soulignés et il a été décidé d'accroître la coopération, resp. le dialogue politique au plus haut niveau. Il a été aussi rappelé que le gouvernement turc est déterminé à réaliser l'union douanière d'ici à fin 1995. Le 20 novembre 1992, la Turquie, déjà membre de l'OTAN, a été accueillie comme membre associé dans l'UEO. Pour autant, formulée en 1987 déjà, la demande d'adhésion de la Turquie à la Communauté paraît avoir plutôt perdu de son actualité. Il est en effet évident que la Turquie est encore loin de remplir les conditions politiques (ex. respect des droits de l'homme) et économiques (ex. niveau de développement suffisant) requises pour son intégration communautaire. En outre, la persistance du problème de Chypre, dans lequel, manifestement, la Turquie ne peut ou ne veut pas exercer les pressions souhaitées sur le chef de la communauté chypriote-turque, M. Rauf Denktash, pour l'amener à un règlement aux conditions élaborées dans le cadre de l'ONU, constitue également un obstacle, régulièrement mis en avant par la Grèce. Enfin, et même si, officiellement, l'argument est généralement passé sous silence, l'intégration d'un peuple de 58 millions de musulmans dans une Europe essentiellement fondée sur une culture et des valeurs judéo-chrétiennes ne va pas de soi. D'ailleurs, à la faveur des développements régionaux qui mettent à nouveau en relief son caractère asiatique et musulman, des doutes, voire des réticences, s'expriment désormais en Turquie même sur sa véritable vocation européenne, à tout le moins sur l'exclusivité d'une telle vocation.

Avec les Etats-Unis, les relations généralement excellentes entretenues avec l'administration républicaine, en raison notamment de la politique résolument pro-occidentale de la Turquie dans la crise du Golfe (opération "Provide Comfort") et des liens personnels noués entre le président Özal et le président Bush, pourraient être mises à l'épreuve. Une certaine inquiétude est en effet perceptible à Ankara à propos de l'attitude qu'adoptera la nouvelle administration démocrate dont on prévoit qu'elle pourrait se montrer plus critique, notamment en matière de droits de l'homme. D'autre part, certains développements récents, par exemple dans le conflit irakien (utilisation, très contestée dans l'opinion publique, de la base d'Incirlik pour des raids alliés), montrent que les intérêts turcs ne coïncident pas nécessairement avec la politique américaine et que des tensions entre les deux pays peuvent en résulter.

Balkans / Caucase

Si elle se voit comme un avant-poste de l'Occident, la Turquie se considère aussi comme la "fenêtre" de l'Asie, resp. du monde musulman, sur les Balkans. Elle estime que ses liens historiques avec cette région, qui commande en tout état de cause son accès à l'Europe, et le nouveau rôle qu'elle s'attribue de protecteur des minorités turques et/ou musulmanes, rôle pour lequel elle s'efforce d'obtenir l'aval de l'Organisation de la Conférence Islamique, lui donnent au moins un droit de regard, sinon d'intervention. Le sort tragique réservé aux Musulmans de Bosnie-Herzégovine mais aussi celui qui pèse sur le Sandjak, le Kosovo ou la Macédoine (reconnue par Ankara) émeut la population et pré-

CONFIDENTIEL

page 3

occupe le gouvernement. Tout en soulignant qu'elle ne pourrait avoir lieu que sous l'égide des Nations-Unies, ce dernier est partisan d'une opération armée contre les Serbes - comme ce fut le cas contre l'Irak - et se déclare prêt à y participer. Il a déjà sérieusement étoffé sa coopération avec l'Albanie, y compris sur le plan militaire, et renforcé ses relations avec la Bulgarie. En fait, si les chances de voir apparaître des soldats turcs en Bosnie sont actuellement inexistantes (ce qui, selon certaines informations, n'empêcherait d'ailleurs pas la Turquie d'acheminer discrètement, via l'Albanie, des armes, voire des volontaires), l'embrassement du Kosovo et surtout de la Macédoine, où la Grèce notamment pourrait se trouver impliquée, ne laisserait certainement pas la Turquie sans réactions. On sait d'ailleurs qu'outre le problème de Chypre, de nombreux sujets d'animosité continuent d'opposer régulièrement Athènes et Ankara (ex. conflit de frontière en mer Egée, sort de la minorité turque de Thrace occidentale).

La Turquie suit également de très près le conflit du Haut-Karabakh, qui se déroule, lui, à ses frontières et dans lequel, au-delà de la prudence officielle, elle ne peut guère dissimuler ses sympathies pour l'Azerbaïdjan, turcophone et musulman. Aujourd'hui néanmoins, sous la pression, dit-on, de l'Occident (en particulier de la France), mais peut-être aussi pour équilibrer les liens de Moscou et Téhéran avec Erevan, Ankara cherche à améliorer ses relations avec une Arménie isolée et très affaiblie, au grand dam de Bakou qui y voit un encouragement à "l'agression" arménienne. On demeure toutefois attentif à la situation, comme on le reste aussi à l'égard des conflits affectant d'autres pays caucasiens (par exemple la Géorgie), "guerres oubliées" dans lesquelles les Turcs, à nouveau, sont portés à prendre fait et cause pour les populations musulmanes.

La Turquie aura pourtant tenté de dépasser ces conflits sur le plan économique. C'est ainsi qu'elle aura été la puissance initiatrice de la "Déclaration sur la coopération économique de la Mer Noire", signée à Istanbul le 25 juin 1992 par les représentants des six pays riverains et de cinq autres Etats de la région (dont la Grèce et l'Arménie). Elle se sera prêtée d'autre part, à la réanimation à Téhéran, en février 1992, de l'Organisation de coopération économique (ECO) qui regroupe la Turquie, l'Iran et le Pakistan et a accueilli cinq nouveaux membres issus de la Communauté des Etats indépendants (CEI). Or, on doit bien constater que ces cadres de coopération économique régionale n'ont pas encore, et de loin, répondu aux espoirs d'Ankara. Ils ont néanmoins donné le ton de l'approche économique - mais aussi culturelle - que la Turquie a privilégiée en direction des nouvelles républiques d'Asie centrale.

Asie centrale

Mettant en exergue une origine, une culture, une langue et une religion communes, la Turquie a lancé, dès leur accession à l'indépendance, une grande offensive diplomatique, économique et culturelle en direction des pays turcophones d'Asie centrale, auxquels elle propose son "modèle" d'Etat démocratique et laïque à

CONFIDENTIEL

page 4

économie de marché. D'importantes aides financières ont été promises et de nombreux projets de coopération élaborés dans tous les domaines. Aujourd'hui toutefois, la politique d'Ankara rencontre de sérieux obstacles. Comme l'a montré le "Turkic Summit" organisé dans la capitale turque le 30 octobre 1992, les dirigeants des nouvelles républiques font preuve d'une certaine réserve à l'égard des ambitions du "grand frère" turc et n'ont pas voulu s'engager avec lui de manière trop précise ou exclusive. Il apparaît d'autre part que la Turquie, contrairement à l'Iran, ne dispose pas de moyens matériels suffisants, notamment financiers, pour tenir toutes ses promesses. L'assistance attendue des Etats-Unis ne s'étant pas concrétisée dans les proportions espérées, le premier ministre Demirel s'est vu finalement contraint de solliciter l'aide - conditionnelle - des pays du Golfe. Enfin, l'influence d'Ankara se heurte désormais à celle que Moscou ne semble pas avoir renoncé à exercer sur ses anciens sujets ne serait-ce que pour prévenir une montée en puissance de l'Islam qui, sur leur flanc sud, menace désormais directement les peuples slaves et orthodoxes. Aussi bien, les relations turco-russes, bonnes jusqu'ici, pourraient bien être appelées à s'aigrir, comme on le voit déjà à propos de l'attitude russe dans les Balkans. Panslavisme contre panturkisme ? Les chroniqueurs devront-ils bientôt rappeler les guerres qui mirent aux prises, au siècle dernier, les empires tsariste et ottoman ?

Turquie / Proche-Orient

Si la Turquie entretient aujourd'hui d'excellents rapports avec Israël, ses relations avec les pays arabes, ou du moins certains d'entre eux, ne sont pas exemptes d'incompréhensions et même de tensions. Il est vrai qu'au-delà de ses positions résolument pro-occidentales dans la crise du Golfe, la Turquie connaît de sérieuses difficultés avec ses deux voisins arabes du sud-est, l'Irak et la Syrie, accusés l'un et l'autre d'offrir abri et soutien aux terroristes du PKK tandis que Damas et Bagdad, de leur côté, contestent les droits qu'Ankara s'arroge sur l'utilisation des eaux de l'Euphrate et du Tigre. Il n'est pas évident, en outre, que la Syrie ait définitivement renoncé à ses prétentions sur la province turque du Hatay. Deux rapports récents, l'un américain, l'autre britannique, auraient même fait état d'un risque, à terme, de conflit armé. En fait, il n'est guère qu'une seule position sur laquelle les trois pays et l'Iran soient entièrement d'accord : leur opposition résolue à tout démembrement de l'Irak, resp. à la création d'un Etat kurde indépendant en Irak du nord. Avec l'Iran enfin, la Turquie s'efforce tant bien que mal de maintenir des relations de bon voisinage. Les deux Etats y ont d'ailleurs intérêt puisque chacun se trouve, par rapport à l'autre, dans une position de passage obligé. Ankara observe néanmoins avec préoccupation l'influence croissante, à base religieuse et financière, que Téhéran tente d'exercer dans la région. De même, le gouvernement turc s'inquiète à juste titre du "surarmement" qu'il décele chez son grand voisin.

CONFIDENTIEL

page 5

Turquie / reste du monde

Jusqu'ici, la Turquie ne paraissait pas y prêter une attention prioritaire. Ainsi, l'Amérique latine et l'Afrique demeuraient encore largement négligées. La situation est néanmoins en train de changer et les échanges ou projets de visites officielles se multiplient. Un intérêt nouveau est apparu en particulier pour l'Extrême-Orient (ex. important voyage du premier ministre Demirel au Japon et à Singapour en novembre 1992, resserrement des liens avec le Pakistan et l'Indonésie).

Situation intérieure

Si la position de la Turquie sur la scène internationale s'est nettement améliorée, il n'en va pas de même de la situation intérieure. A plusieurs égards, elle peut même paraître préoccupante. Issu des élections d'octobre 1991, le gouvernement de coalition formé entre le parti de la Voie Juste (DYP), du premier ministre Süleyman Demirel, et le parti social-démocrate populaire (SHP), du vice-premier ministre Erdal İnönü, s'est en effet trouvé confronté, d'une part, à des problèmes hérités du gouvernement précédent (parti de la Mère Patrie/ANAP, du président Özal), et, d'autre part, à des évolutions nouvelles dont il n'est pas encore parvenu à se rendre maître. En d'autres termes, après un an et demi de pouvoir, son bilan apparaît bien maigre.

Instabilité politique

Sur le plan politique et à l'exception du parti de la Voie Juste, qui, tiraillé pourtant entre son aile libérale et son aile conservatrice, conserve 182 sièges au parlement, on assiste à une multiplication des partis du fait de scissions (le SHP ayant ainsi perdu près du tiers de ses députés, l'actuel gouvernement de coalition, avec 234 sièges sur 450, n'a plus que huit voix de majorité) ou de la création de nouveaux partis, voire de la résurgence d'anciens partis. Ce phénomène trahit bien à quel point les politiciens turcs sont, dans l'ensemble, plus soucieux de leur carrière politique ou de leurs intérêts personnels que de l'intérêt général. Il montre aussi que la Turquie manque cruellement des hommes d'Etat de grand format dont elle aurait un urgent besoin. Le renouvellement et le rajeunissement de la classe politique se font attendre. Il est vrai qu'il n'est pas facile de gouverner un pays où, d'une part, la hiérarchie militaire conserve une influence et un pouvoir exorbitants et où, d'autre part, l'administration, digne héritière de la bureaucratie ottomane, montre une formidable capacité de résistance au changement.

De plus, sur le plan institutionnel, la "cohabitation" forcée du président Özal et du gouvernement Demirel, conséquence des élections de 1991, est loin d'être sereine et suscite régulièrement d'âpres conflits de prestige et de compétences. Faute de la majorité requise des deux tiers des députés, la coalition gouvernementale n'a pas été, jusqu'ici, en mesure de mener à bien son projet de modification de la Constitution de 1982 en vue de réduire les pouvoirs du président de la République.

CONFIDENTIEL

page 6

Problèmes économiques et sociaux

Dès son accession au pouvoir, le gouvernement Demirel s'est trouvé confronté à des problèmes économiques et sociaux d'une grande ampleur qu'il n'a pas, et de loin, réussi encore à maîtriser. Agricole à près de 50 % mais subissant un exode rural qui entraîne une urbanisation rapide et incontrôlée, gêné par une croissance démographique excessive et un taux d'analphabétisation avoisinant encore 20 %, le pays continue de souffrir d'une inflation record de quelque 66 % en 1992 (71 % en 1991), d'un chômage important et d'un manque d'infrastructures appropriées, en particulier dans sa partie orientale. Alourdis notamment par l'explosion des salaires dans le secteur public après les élections de 1991, les énormes besoins de trésorerie de l'Etat ne sont couverts qu'avec peine, à des taux d'intérêt oscillant autour de 70 %, et assèchent le marché des capitaux au détriment de l'économie privée. Faute de pouvoir réduire les dépenses, le gouvernement cherche de nouvelles recettes et a saisi le parlement d'un important projet de réforme fiscale dont le sort apparaît déjà incertain. Entravée par une administration hypertrophiée et tâtilonne, la politique de libéralisation économique demeure timide. Ainsi, la privatisation des entreprises publiques marque le pas et ne concerne d'ailleurs pas les cinq principales d'entre elles, responsables à elles seules des 2/3 du déficit de l'Etat. Les classes moyennes s'appauvrissent et le mécontentement social grandit. Pourtant, l'économie paraît fondamentalement saine et a enregistré une croissance réelle de quelque 5,5 % en 1992. Les échanges extérieurs, favorisés notamment par les accords de libre-échange passés avec la CE et l'AELE, ainsi que les investissements étrangers, en particulier dans le secteur touristique, sont en progression et il n'y a pas de doute qu'au moins à moyen et long terme, la Turquie représente non seulement un marché potentiel important et solvable, offrant de vastes projets d'infrastructures, mais aussi une base intéressante pour l'accès aux nouveaux marchés de la région. Le premier ministre Demirel m'a lui-même déclaré que, d'ici dix à vingt ans, la Turquie aurait doublé ses capacités et serait au nombre des principaux pays du monde...

Droits de l'homme

En 1992, des rapports du Conseil de l'Europe, d'Amnesty International et des Etats-Unis critiquant l'état actuel des droits de l'homme en Turquie ont été transmis au gouvernement turc. Néanmoins, les réactions occidentales en ce domaine ont été moins vives que dans les années précédentes. Cette modération peut être éventuellement attribuée, d'une part, à une meilleure compréhension du grave phénomène terroriste qu'affronte la Turquie, celui du PKK mais aussi celui, tout aussi dangereux, des mouvements d'extrême-gauche (type Dev-Sol), et du risque qu'il suscite de déstabilisation du pays, resp. d'intervention d'une armée qui a tout de même opéré trois coups d'Etat militaires depuis la seconde guerre mondiale. On ne peut méconnaître, d'autre part, les efforts entrepris sur le plan législatif pour améliorer la situation. Même édulcorée par rapport au projet initial et excluant de son champ d'application les infractions relevant des cours de

CONFIDENTIEL

page 7

sûreté de l'Etat, la loi de réforme judiciaire modifiant, dans un sens favorable aux justiciables, certaines dispositions du Code de procédure pénale et de la loi relative à l'organisation et à la procédure des cours de sûreté de l'Etat, est entrée en vigueur le 1er décembre 1992. Le parlement est saisi du projet de création d'un ministère des droits de l'homme tandis qu'une réforme pénitentiaire est en préparation. Il n'empêche que de graves violations des droits de l'homme se poursuivent impunément (torture et mauvais traitements dans les commissariats, atteintes aux libertés d'expression, de réunion, de manifestation etc.). A l'évidence, la modification des lois ne suffit pas, il faudra changer les mentalités et les comportements et cela prendra du temps.

Le problème kurde

En 1991 encore et malgré la guérilla armée engagée en 1984 par le parti des travailleurs kurdes (PKK), d'inspiration marxiste-léniniste, les autorités turques niaient officiellement l'existence d'un problème kurde dans leur pays. A fortiori rejetaient-elles toute allusion à une prétendue "minorité" kurde. Elles ne pouvaient cependant méconnaître l'aggravation constante du "terrorisme séparatiste" dans le sud-est du pays - où dix provinces demeurent soumises à l'état d'urgence - et ses répercussions dans d'autres parties de la Turquie où, progressivement, une certaine animosité populaire s'est instaurée à l'égard des Kurdes. Or, après quelques velléités d'ouverture (ex. autorisation de la langue kurde en 1991), le gouvernement Demirel est rapidement revenu à une politique de répression énergique et massive. Pourtant, en dépit même de plusieurs opérations militaires transfrontière entreprises dès le mois d'août 1991 contre les bases du PKK en Irak du nord et d'interventions diplomatiques d'Ankara menées aussi bien auprès de la Syrie et de l'Iran que des dirigeants kurdes irakiens, il semble bien que, malgré les coups sévères qui lui ont été indiscutablement portés, le PKK ait conservé une grande partie de ses moyens. On devrait, comme l'an dernier, le vérifier entre autres à l'occasion de la célébration du nouvel-an kurde (Newroz) le 21 mars. Pire encore, les sanglantes actions du PKK ont suscité l'apparition d'une contre-guérilla anonyme, à laquelle on attribue les meurtres toujours plus nombreux et non élucidés de sympathisants séparatistes réels ou supposés. On y cru y voir tantôt la main des forces de sécurité, tantôt celle d'extrémistes nationalistes, tantôt enfin, et le plus souvent, celle de fondamentalistes musulmans (Hezbollah). Car aujourd'hui, l'Etat turc n'est plus seulement exposé au séparatisme kurde mais encore au renouveau de l'intégrisme islamique.

Fondamentalisme islamique

La question demeure controversée de savoir si, dans le pays qui a aboli le califat, remplacé la charia par une législation d'inspiration occidentale, dont la Constitution confirme la laïcité de l'Etat et où l'armée se considère comme garante de l'héritage d'Atatürk, le fondamentalisme musulman - dont la force électorale se situe autour de 10 % - constitue, au moins à terme, un réel

CONFIDENTIEL

page 8

danger. Pourtant, une série de développements et d'événements récents, dont, par exemple, la mainmise sur quatre mairies d'Istanbul par les fondamentalistes du parti de la Prospérité (RP) lors des élections municipales du 1er novembre 1992, l'incroyable multiplication des mosquées et des écoles coraniques, voire l'infiltration des institutions et certaines attaques contre les modèles culturels occidentaux, trahissent une indéniable montée en puissance de l'intégrisme religieux, sans doute encouragé par l'Iran et en tout cas financé par l'Arabie saoudite. Par petites touches successives, le kémalisme s'est progressivement érodé et l'influence des couches supérieures turques, souvent d'ailleurs d'origine balkanique ou caucasienne, cède de plus en plus le pas à celle des forces profondes d'Anatolie. Dans ces conditions, on peut aujourd'hui se demander si l'héritage d'Atatürk est bien définitivement ancré dans l'histoire du peuple turc ou s'il n'est finalement qu'un simple accident de l'Histoire, c'est-à-dire un phénomène réversible, comme l'a montré l'exemple iranien ? Certes, il ne manque pas de voix pour rappeler que la Turquie sunnite n'est pas l'Iran chiite et qu'en tout état de cause, il faut compter ici avec la présence d'au moins une dizaine de millions d'Alévites, ces musulmans hétérodoxes, voire hérétiques, clientèle des partis progressistes, qui commencent à se rebeller contre le désintéret, voire le mépris, dont ils s'estiment victimes. Il n'empêche qu'une série d'assassinats récents de personnalités kémalistes engagées - en dernier lieu, celui du journaliste Ugur Mumcu le 24 janvier -, dans lesquels on a cru déceler une "Iranian Connection" mais apparemment exécutés par des Turcs, ont amené le quotidien de langue anglaise "Turkish Daily News" à s'inquiéter en ces termes : "Event those who once claimed that radical Islam or fundamentalism could never become a social threat in the modern Turkey of the 20th century, have had to think twice after last week's incidents and have come to acknowledge that something is indeed going wrong". Dans ce domaine, on le voit, comme dans les autres, la Turquie se trouve décidément à la croisée des chemins.

L'Ambassadeur de Suisse



(P. Barraz)